

**Point de presse de la porte-parole -
Point de presse de la porte-parole -
Parlement européen/Déplacement
de Nathalie Loiseau à Strasbourg -
Nouvelle-Zélande/Entretien de M.
Jean-Baptiste Lemoyne avec M.
David Parker - Syrie/Réunion du
"Syria Recovery Trust Fund" -
Israël/Territoires palestiniens/Tirs
de roquettes - Nations unies/Journée
internationale des casques bleus
(Paris, 29 mai 2018)**

Au point de presse de ce jour, la porte-parole a fait les déclarations suivantes :

1 - Parlement européen - Déplacement de Nathalie Loiseau à Strasbourg (29 mai 2018)

Mme Nathalie Loiseau, ministre chargée des affaires européennes, se rend le 29 mai à Strasbourg à l'occasion de la session plénière du Parlement européen.

Dans le cadre de cette session, le Parlement européen sera notamment amené à confirmer l'accord trouvé avec le Conseil des ministres de l'Union européenne sur le projet de révision de la directive sur les travailleurs détachés. L'adoption de la nouvelle directive est le fruit des efforts déployés depuis un an par la France dans l'objectif d'assurer des conditions de concurrence équitable dans le marché intérieur, de lutter contre la fraude et de renforcer les droits des travailleurs détachés. Elle est ainsi une étape importante dans la construction d'une Europe plus protectrice.

A l'occasion de son déplacement, Mme Nathalie Loiseau s'entretiendra notamment avec Mme Mairead Mc Guinness, vice-présidente du Parlement européen, M. Daniel Caspary, chef de la délégation allemande au PPE, M. Janusz Lewandowski, chef de la délégation polonaise au PPE et co-rapporteur sur la réforme du système des ressources propres, M. Eric Andrieu, président de la nouvelle commission spéciale sur les pesticides, et M. Sergei Stanishev, président du Parti socialiste européen.

Ces entretiens porteront sur les enjeux de l'actualité européenne, notamment le prochain cadre financier pluriannuel.

2 - Nouvelle-Zélande - Entretien de M. Jean-Baptiste Lemoyne avec M. David Parker (Paris, 29 mai 2018)

M. Jean-Baptiste Lemoyne, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères, s'est entretenu avec M. David Parker, ministre néo-zélandais du commerce et de la croissance des exportations, à la veille de l'ouverture de la réunion du Conseil au niveau ministériel de l'OCDE, qui se tient les 30 et 31 mai sous présidence française.

M. Jean-Baptiste Lemoyne a remercié son homologue pour son engagement la Nouvelle-Zélande assurant la vice-présidence de la réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de l'OCDE qui a pour thème : "Refonder le multilatéralisme pour des résultats plus responsables, plus efficaces et plus inclusifs".

Les deux ministres ont souligné l'importance d'un commerce ouvert, fondé sur des règles et rappelé leur engagement en faveur d'une mondialisation inclusive et durable, qui prenne pleinement en compte les questions de responsabilité sociale et environnementale, au service du bien-être de tous nos citoyens. Cette coopération s'inscrit pleinement dans le cadre de la déclaration conjointe adoptée à l'occasion de la visite en France de Mme Jacinda Ardern, Première ministre de Nouvelle-Zélande.

La France et la Nouvelle-Zélande entretiennent des relations étroites et anciennes, basés sur une identité de valeurs forgées sur les champs de bataille de la première guerre mondiale et entretiennent un dialogue régulier sur la situation internationale.

3 - Syrie - Réunion du "Syria Recovery Trust Fund" (Paris, 29 - 30 mai 2018)

La France accueille à Paris les 29 et 30 mai les réunions des instances de pilotage du "Syria Recovery Trust Fond" (SRTF). En finançant des projets de stabilisation à destination des zones qui échappent au contrôle du régime de Damas et des territoires libérés de Daech, le SRTF contribue à répondre aux importants besoins des populations en matière de sécurité alimentaire, d'eau et d'assainissement, de gestion des déchets, de santé, d'électricité, d'agriculture et d'éducation, et à renforcer une gouvernance crédible alternative au régime de Damas. La France a financé le SRTF à hauteur de 20 millions d'euros depuis 2014.

À travers son implication active au sein du SRTF, la France témoigne de son engagement humanitaire en Syrie, dont le financement de ce fonds est l'un des volets. Lors de la conférence de Bruxelles II sur l'avenir de la Syrie et de la région, qui s'est tenue le 25 avril dernier, la France a réaffirmé la constance du soutien de la France au peuple syrien et aux pays qui se mobilisent pour l'accueil des réfugiés, en annonçant plus d'un milliard d'euros pour la période

2018-2020, en dons (250MEuros) et en prêts (850MEuros).

L'annonce de Bruxelles II inclut le programme de réponse d'urgence de 50 millions d'euros pour la Syrie, annoncé le 16 avril par le président de la République. Cet effort supplémentaire ira, dès cette année, à des actions d'urgence et de moyen terme au bénéfice direct des populations syriennes.

Il s'adressera tout d'abord aux populations du nord-est syrien, car la stabilisation de cette zone, où les besoins sont importants notamment en matière de déminage, de santé, d'accès à l'eau et de relance de l'agriculture et de l'économie, est un défi à relever afin de permettre, d'une part, le retour des populations déplacées et, d'autre part, la victoire durable contre le terrorisme.

Il permettra également d'apporter une réponse aux besoins humanitaires des populations du nord-ouest de la Syrie, notamment au bénéfice des populations des gouvernorats d'Idlib et d'Afrin, plus particulièrement en facilitant l'accès aux soins médicaux et aux autres services de base, notamment pour les personnes déplacées.

A travers ces actions, la France témoigne de sa volonté d'être aux côtés de l'ensemble de la population syrienne. Les efforts de la France portent également sur les moyens de parvenir à la résolution politique du conflit, seule à même de mener à une paix durable en Syrie, et telle que prévue par la résolution 2254 du Conseil de sécurité des Nations unies.

4 - Israël/Territoires palestiniens - Tirs de roquettes (29 mai 2018)

Le territoire israélien a été la cible, ce 29 mai, de tirs de roquettes en provenance de la bande de Gaza. La France condamne ces tirs inacceptables, qui ont visé des cibles civiles, heureusement sans faire de victimes. L'attachement de la France à la sécurité d'Israël est indéfectible.

La France condamne le recours à la violence, incompatible avec un règlement pacifique du conflit israélo-palestinien. La relance d'un processus politique crédible nécessite que toutes les parties y renoncent.

5 - Nations unies - Journée internationale des casques bleus (29 mai 2018)

La France s'associe à la Journée internationale des casques bleus, qui marque cette année les 70 ans d'existence des soldats de la paix.

Elle tient à cette occasion à saluer le courage et le dévouement de ces hommes et femmes qui ont servi ou sont encore engagés aujourd'hui sous casque bleu à travers le monde. Depuis le déploiement de la première opération de maintien de la paix, en 1948 au Proche-Orient, plus d'un million d'hommes et de femmes ont servi sur tous les continents, dans plus de 70 opérations, en faveur de la paix, de la stabilisation, et de la protection des populations. Ils se sont acquittés de leur tâche avec succès, dans des conditions souvent très difficiles, sur de nombreux théâtres, de la Côte d'Ivoire au Timor-Leste, en passant par le Salvador, ou le Libéria, où la MINUL vient d'achever sa mission. Partout, elles sauvent de nombreuses vies et contribuent à ramener le calme et la stabilité dans des régions éprouvées.

Nous tenons aussi à honorer la mémoire des plus de 3 700 casques bleus qui ont perdu la vie sous le drapeau des Nations unies en accomplissant leur mission de paix et de protection des populations. Parmi eux figurent 113 Français.

Plus de 800 personnels français sont aujourd'hui engagés dans les opérations de maintien de la paix des Nations unies, notamment dans le cadre de la FINUL (Liban).

La France demeure le cinquième contributeur financier au maintien de la paix. Notre pays participe aussi, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité, à la définition de mandats exigeants et innovants visant à assurer la pleine efficacité de ces opérations./.